

Autres opérations

Fusions et scissions

OFFICIIS PROPERTIES

Société anonyme au capital de 30.621.698,80 €
Siège social : 52B, rue de la bienfaisance, 75008 Paris
448 364 232 RCS Paris
(la « **Société Absorbante** » ou « **OFP** »)

OFFICIIS PROPERTIES ASSET MANAGEMENT

Société par actions simplifiée au capital de 120.000 €
Siège social : 52B, rue de la bienfaisance, 75008 Paris
532 107 471 RCS Paris
(la « **Société Absorbée** » ou « **OPAM** »)

Avis de projet de fusion

Par acte sous seing privé conclu le 30 avril 2019 à Paris, OFP et OPAM ont conclu un projet de traité de fusion par voie d'absorption d'OPAM par OFP.

Aux termes de ce projet, OPAM transférera à OFP tous ses éléments d'actif à la date de réalisation de la fusion, OFP prenant à sa charge l'intégralité du passif d'OPAM existant à cette date.

D'un point de vue juridique, la fusion sera réalisée à la date de réalisation de la dernière des conditions suspensives prévues dans le traité de fusion. D'un point de vue fiscal et comptable, la fusion aura un effet rétroactif au 1^{er} avril 2019.

Les comptes de référence d'OFP et d'OPAM servant de base à la fusion sont les comptes de l'exercice clos au 31 mars 2019.

Sur la base des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2019 d'OPAM et conformément aux normes comptables applicables, les éléments d'actif transmis représentent une valeur comptable de 107.409,60 euros et les éléments de passif transmis représentent une valeur comptable de 833 euros, soit un actif net comptable transmis de 106.576,60 euros.

La différence entre, d'une part, la valeur nette comptable des biens et droits transmis par OPAM, soit 106.576,60 euros et, d'autre part, la valeur comptable au 31 mars 2019 dans les livres d'OFP des 50.000 actions d'OPAM dont elle est propriétaire, soit 0 euro, constituera un boni de fusion d'un montant de 106.576,60 euros.

OFP détenant la totalité des actions d'OPAM et s'engageant à les conserver jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, la fusion sera réalisée selon la procédure simplifiée prévue par l'article L.236-11 du Code de commerce. Il a cependant été décidé de soumettre à l'assemblée générale d'OFP l'approbation de la fusion.

Il ne sera procédé à aucune augmentation de capital d'OFP en rémunération de la fusion, ni à aucun échange d'actions d'OPAM contre des actions d'OFP conformément aux dispositions de l'article L.236-3 du Code de commerce, ni corrélativement à la détermination d'un rapport d'échange entre les actions d'OPAM d'une part, et les actions d'OFP d'autre part.

Conformément aux dispositions de l'article L.236-6 alinéa 2 du Code de commerce, le traité de fusion a été déposé le 2 mai 2019 au greffe du Tribunal de commerce de Paris pour OFP et pour OPAM.

OPAM sera dissoute de plein droit sans liquidation au jour de la réalisation de la fusion.

Les créanciers dont la créance est antérieure au présent avis, pourront former opposition à cette fusion dans les conditions et délais prévus par les articles L.236-14 et R.236-8 du Code de commerce.

Pour avis.